



Le Courrier de la Marche Mondiale des Femmes contre les Violences et la Pauvreté N° 209 - 10 octobre 2012

Bonjour, voici quelques textes, rendez-vous et communiqués concernant les droits des femmes, en espérant qu'ils vous seront utiles. Ceci est un bulletin de collecte d'informations, ce qui veut dire que nous ne sommes pas obligatoirement d'accord avec tout ce qui est écrit (sauf pour les communiqués signés Marche mondiale des Femmes).

Si vous recevez ces informations plusieurs fois (attention, vérifiez que l'expéditeur est bien directement la Marche) ou si vous ne voulez plus les recevoir, répondez à ce mail. Faites passer à vos réseaux et ami-es.

Site : <http://www.mmf-france.fr>

SOMMAIRE

1 - Communiqué de presse - Page 1

2 - Agenda de campagne - Page 1

3 - 1^{er} Texte d'appel : Les féministes de la Marche Mondiale des Femmes se mobilisent contre la dette et les mesures d'austérité - Page 2

4 - 2^{ème} texte : La dette des gouvernements est une dette envers les femmes et non envers les banques ! - Texte de la MMF Europe - Page 3

5 - Des initiatives en France - Page 7

6 - Nous soutenons aussi la Tournée féministe européenne contre l'austérité, en France du 22 octobre au 9 novembre - Page 8

NUMÉRO SPÉCIAL

Les gouvernements ont une dette envers les femmes, Pas envers les banques !

Campagne Européenne de la Marche Mondiale des Femmes

Du 17 octobre 2012 au 8 mars 2013

La campagne sur : www.femmeseneurope.eu

1 - Communiqué de presse

La Coordination Européenne de la Marche Mondiale des Femmes, réunie à Romans (France) du 1^{er} au 3 juin, a constaté avec indignation l'aggravation inquiétante des conditions de vie des femmes sur notre continent. Dans le Sud de l'Europe (Galice, Portugal, Grèce...), la diminution brutale des revenus - à cause des licenciements, des baisses de salaires et des retraites - combinée avec le démantèlement des services sociaux qui augmente le travail gratuit des femmes, a drastiquement atteint le niveau de vie de centaines de milliers de femmes et de familles.

Les politiques d'austérité servant à la sauvegarde des intérêts privés du capital, sont les mêmes dans tous les Pays, à différents degrés. Nous refusons d'en être dupes.

La MMF Europe commencera, le 17 octobre, avec toutes les associations et organisations qui le désirent, une campagne européenne contre les mesures d'austérité qui pénalisent les femmes. Elle mettra en place une série d'actions simultanées dans les différents pays, pour dénoncer les vrais responsables de la crise de la dette et exiger un vie digne pour toutes, sous le slogan " *Les gouvernements ont une dette envers les femmes, pas envers les banques*".

2 - Agenda de campagne

4 octobre : conférence de presse simultanée

17 octobre : (journée internationale pour la fin de la pauvreté)

- Action conjointe et simultanée contre les finances et les banques.
- Lancement de la webpage ;
- Début des actions décentralisée et des présentation publiques de la campagne, par pays.

10 décembre : action internationale de la MMF 24 heures d'actions féministes à travers le monde (Journée des droits de l'Humain et de la signature de la Charte Globale des Femmes)

Action européenne conjointe basée sur la Santé, rattachée aux quatre champs d'actions de la MMF, pour être diffusée en direct, 24 heures d'intégration dans la solidarité mondiale féministe couvrant chaque pays entre le 12 et le 13.

8 Mars : Fin de la campagne

3 - 1^{er} Texte d'appel : Les féministes de la Marche Mondiale des Femmes se mobilisent contre la dette et les mesures d'austérité

Face aux innombrables reculs de leurs droits et libertés les plus fondamentales, face à l'augmentation de la prostitution et des violences de toutes formes à leur égard, face à une répression toujours plus forte des mouvements féministes et sociaux combinée à la montée de forces conservatrices, fascistes et fondamentalistes de tous acabit, les féministes de la Marche mondiale, réunies à Romans/France du 1^{er} au 3 juin 2012 pour leur rencontre européenne, se sont constitués un véritable plan de campagne contre la dette, la crise et les mesures d'austérité.

Un blackash européen virulent : Ces femmes venues du Portugal, de Catalogne, de Suisse, de France, de Belgique, de Turquie, d'Italie, de Galice et de Roumanie ont établi l'amer constat d'un démantèlement sans précédent, partout en Europe, de tous les acquis féministes obtenus de hautes luttes.

Sous diverses formes en divers endroits, les droits sexuels et reproductifs des femmes sont sans cesse attaqués. Les stratégies mises en œuvre afin d'empêcher les femmes d'avoir un contrôle sur leur propre corps, et dès lors sur leur vie, sont multiples autant qu'insidieuses. Si en France, sous prétexte de réaliser des économies pour payer la dette, un grand nombre de centres IVG ont été fermés¹ et qu'en Suisse plane la menace d'un avortement désormais payant, au Portugal, des centres de santé refusent de fournir la pilule du lendemain tandis que dans un nombre toujours croissant de pays, on impose aux femmes désireuses de se faire avorter toute une série de procédures telles que l'obligation d'obtenir l'autorisation des parents pour les mineures (Catalogne) ou encore le passage devant une « institution de conseil » tenue généralement par des religieux/euses (Roumanie). On imagine bien quel type de discours culpabilisateur, moralisateur et jouant sur l'émotionnel les femmes entendent en de tels lieux... Le gouvernement turc se montre quant à lui bien plus direct et sans fausse pudeur sur la question : dans un discours prononcé le vendredi 31 mai 2012, le Premier ministre Erdogan a déclaré : « Je vois l'avortement comme un meurtre » alors qu'en Turquie l'IVG est légal depuis 1983 !

L'autonomie financière des femmes, pilier essentiel de leur émancipation, est quant à elle chaque jour plus morcelée par les politiques d'austérité. Non seulement les femmes doivent prendre à leur charge les obligations sociales fondamentales que l'Etat - suite aux coupes budgétaires - ne peut plus assumer mais en plus elles doivent faire face à une diminution constante de leurs revenus rémunérés. En accentuant leur dépendance mais aussi la quantité de leur travail gratuit et invisible, la crise de la dette mine la santé psychique et physique des femmes d'Europe tout en faisant simultanément disparaître une à une les associations vers lesquelles elles pouvaient se tourner pour trouver soutien, solidarité et relais sociaux. En Catalogne, les Maisons et associations de promotion des femmes ont vu leurs subsides diminués de moitié !

La prostitution et la marchandisation du corps des femmes sont quant à elles de plus en plus banalisées tandis que les violences à leur égard sont toujours plus fréquemment marquées du sceau de l'impunité. Un énorme bordel est en train d'être constitué en Ukraine en vue de l'Euro 2012, les « emplois » de lap dance » explosent et on en vient même à tenter d'institutionnaliser le recours à des « aidantes sexuelles » pour les personnes handicapées. En France, la loi qui sanctionnait les auteurs d'harcèlements sexuels à tout simplement été abrogée par le Conseil constitutionnel en mai 2012. Tous les inculpés ont été graciés et ne sont désormais plus inquiétés...

Ce tableau déjà bien sombre serait incomplet si nous n'évoquions pas les implications pour la militance féministe du véritable saccage partout en Europe des droits démocratiques. Face à une police toujours plus répressive et violente, les féministes éprouvent de plus en plus de difficultés à exprimer publiquement et collectivement leurs opinions et revendications. Très vite, elles se retrouvent soit derrière les barreaux soit cachées par des militant-e-s pour échapper aux arrestations. Comme bien d'autres mouvements sociaux européens, elles dénoncent la prise en otage du droit des peuples à manifester par un pouvoir autoritaire et liberticide n'ayant plus de démocratique que l'appellation/le nom.

Vers la constitution d'une contre-offensive féministe à la dette et l'austérité : Après avoir entamé une série d'initiatives contre la dette et les mesures d'austérité dans leurs pays respectifs², les militantes de la MMF ont donné une dimension européenne à leurs efforts et luttes. Ainsi durant cette rencontre, elles ont défini les grandes étapes de leur campagne commune contre la dette et les mesures d'austérité. Cette campagne commencera dans tous les pays européens où la Marche est présente dès le 17 octobre 2012 (journée internationale de lutte contre la pauvreté) avec des actions simultanées contre la finance, la dette et les mesures d'austérité pour se clôturer le 8 mars 2013. Le 10 décembre aura lieu partout dans le monde 24 heures d'actions féministes. Partant du constat que les mesures d'austérité mettent en danger le droit à la vie, les féministes européennes de la MMF ont décidé de faire de la défense du droit à la santé des femmes le thème prioritaire de cette journée de mobilisation.

Le texte commun ainsi que les slogans de la campagne (encore en constitution) révèlent combien les activistes de la Marche en Europe sont désormais collectivement engagées contre la dette qui détruit toute perspective émancipatoire des femmes. De fait, si l'une des revendications du texte européen consiste en la réalisation d'un audit féministe de la dette afin d'en annuler la partie illégitime l'un des slogans sera « La dette publique est envers les femmes, non envers les banques ! ». Un site commun européen, des flyers, un logo et des vidéos accompagneront également cette campagne.

Dans leur volonté de lutter en synergie avec d'autres mouvements féministes et mixtes contre l'austérité et cette dette illégale, socialement mortifère et féminicide, la marche mondiale des femmes se joint à la construction d'un mouvement de masse européen de résistance active aux politiques d'austérité. Bienvenues à elles et n'oublions pas : Tant que toutes les femmes ne seront pas libres, les féministes seront toujours en marche !

4 - 2^{ème} texte : La dette des gouvernements est une dette envers les femmes et non envers les banques ! - Texte de la MMF Europe

En ces temps sombres d'austérité, nous constatons avec indignation l'aggravation des conditions de vie des femmes de notre continent, plus particulièrement celles du sud de l'Europe. Dans beaucoup de pays européens, la crise économique a été utilisée pour concentrer les richesses et le pouvoir dans peu de mains, exploiter au maximum la force de travail, limiter les pratiques démocratiques,

réprimer les mouvements sociaux et citoyens, augmenter la haine et la division entre différents secteurs de la population.

L'Europe du capital s'empare de nos vies et bafoue nos droits, entraînant nos sociétés vers un état d'urgence qui affecte principalement les femmes. Les politiques d'austérité, les politiques conservatrices des gouvernements libéraux veulent imposer des valeurs basées sur le retour des femmes au foyer, imposant un modèle de famille traditionnelle contre lequel nous luttons depuis des décennies.

Nous, les femmes, sommes les premières victimes des effets dévastateurs des mesures d'austérité mises en place contre les crises économiques et sociales, parce que nous sommes toujours peu présentes au sein des hiérarchies du pouvoir, économique, politique, social et culturel.

La division sexuée du travail est le résultat des rapports sociaux entre les sexes. Elle assigne les hommes à la sphère productive et les femmes à la sphère reproductive, sphère où nous avons la charge des tâches familiales et domestiques ce qui constitue un frein certain à notre trajectoire professionnelle.

Nous réclamons une vie digne qui place les personnes au centre de la vie face à une économie qui, loin d'être abstraite ou lointaine, détermine et affecte notre vie quotidienne. Ce projet est en danger à cause des politiques d'austérité imposées par les marchés financiers. Celles-ci amènent les États à sauver les banques alors que le devoir des gouvernements est de sauver les personnes.

- Nous marchons pour le droit des femmes à la souveraineté économique

Les mesures d'austérité imposées par l'Europe et mises en place par les gouvernements remettent en cause l'autonomie économique des femmes, en augmentant notamment les niveaux et la durée du chômage, la précarité du travail, les inégalités salariales entre les femmes et les hommes et celles des pensions de retraite toujours inférieures pour les femmes.

Les femmes qui sont déjà le visage de la pauvreté seront, avec ces mesures, encore plus pauvres et plus vulnérables à la violence sexiste et machiste.

La diminution de l'investissement public comme, par exemple, les coupes budgétaires dans les services de la petite enfance, de l'éducation, du soutien aux personnes dépendantes et aux personnes âgées, ou la logique libérale en matière de logement ont des conséquences directes sur l'autonomie des femmes. Les services publics par ces coupes budgétaires, ne sont plus en mesure de remplir leurs missions et ce sont les femmes qui voient leurs tâches domestiques augmenter, tâches domestiques non rémunérées.

Les entreprises disposent ainsi d'une force de travail disponible à tout moment, embauchées en période d'expansion pour répondre aux besoins des marchés et licenciées en temps de crise.

Les inégalités dans la répartition des tâches domestiques et familiales entre les hommes et les femmes s'aggravent. L'assignation des femmes à la sphère domestique de la reproduction s'accroît et, dans le même temps, elle conforte l'éloignement des hommes des tâches ménagères et de la responsabilité matérielle et affective vis-à-vis des enfants, des personnes âgées ou handicapées, de la famille. Tout cela s'amplifie avec la pensée néo-conservatrice qui cherche à imposer des valeurs basées sur le retour des femmes au foyer, avec des politiques familiales de soumission des droits individuels à un modèle familial unique et exclusif.

Les analyses sur l'économie et le travail doivent inclure, dans la sphère productive, le travail des femmes exercé en dehors des espaces « traditionnels » de travail : celui exercé dans les entreprises, les usines, les bureaux, etc.

Nous voulons des politiques de justice sociale, des politiques de création d'emplois, des politiques non discriminatoires et émancipatrices, qui garantissent les droits sociaux et le droit du travail.

Nous voulons aussi de nouvelles voies de développement économique et social, ainsi qu'une culture du travail digne avec des droits dans toutes les sphères de la vie et l'inclusion de la dimension de genre au sein de toutes les politiques publiques.

- Nous marchons pour le droit des femmes à avoir une vie sans violences

Nous vivons dans des sociétés patriarcales fondées sur les violences sexistes et machistes de genre qui tuent et agressent quotidiennement des milliers de femmes vivant en Europe. Violences physiques, sexuelles, psychologiques mais aussi symboliques qui rabaisser les femmes et les relèguent au second plan. Face à ces violences, les États démissionnent de leurs responsabilités.

Nous dénonçons la double, parfois la triple discrimination dont sont victimes : les femmes migrantes subissant des discriminations en raison de leurs origines, les femmes handicapées, les femmes lesbiennes, les femmes roms, les jeunes femmes, les personnes transsexuelles, toutes les femmes à qui on dénie quotidiennement les droits fondamentaux de citoyenneté et qui sont directement atteintes par ces politiques récessives.

Nous exigeons le respect de notre dignité et une vie sans violences, qu'elles proviennent de l'État, de la police, des forces de sécurité, de nos compagnons ou de nos compagnes. Nous refusons les représentations stéréotypées et discriminatoires qui confinent les femmes dans des rôles subalternes.

- Nous marchons pour mettre les personnes au centre de la vie

Le bien-être des personnes doit être au centre de toute l'activité politique, économique et sociale. Nous assistons de manière croissante à la stigmatisation des personnes discriminées, à une sous-estimation de nos capacités, à la dégradation de nos conditions de vie, au gâchis de tout un potentiel pour sortir de cette crise créée par le secteur financier. Les intérêts privés priment de plus en plus sur l'intérêt collectif, les politiques et les discours hégémoniques ont des effets dévastateurs générant des sentiments d'insécurité, la peur du futur, la dépression, l'isolement et la rupture des liens sociaux.

Nous voulons être considérées comme partie intégrante des processus de paix et d'égalités, et nous refusons les mythes et les discours hégémoniques, complaisants et défaitistes, qui traitent les marchés financiers comme des instances "neutres" et « innocentes ». Ils veulent légitimer les mesures actuelles d'austérité, les politiques prônant la concurrence, la recherche du profit, et qui refusent toute responsabilité sociale. -

- Nous marchons pour le droit des femmes à la santé

Face à la privatisation de la santé et à un modèle de santé sexiste et hétéro-patriarcal qui nie les droits des femmes à être maîtresses de leurs corps, nous exigeons que nos corps cessent d'être des champs de bataille, des relations de pouvoir machistes, et que nos droits sexuels et reproductifs soient pleinement reconnus et assurés. Depuis le début de la crise, nous assistons dans de nombreux pays d'Europe à un désengagement très préoccupant des États dans les services publics de santé qui affecte des domaines essentiels pour la vie des femmes comme, par exemple : le planning familial, le soutien à la grossesse et à la maternité, l'interruption volontaire de grossesse, la prévention des infections sexuellement transmissibles, les structures d'accueil de la petite enfance...

Nous exigeons que soit garanti le plein accès aux soins et aux services publics de santé et de qualité pour tous et toutes. Dans ce domaine, comme dans d'autres, nous n'acceptons et n'accepteront pas que des valeurs profondément conservatrices veuillent à nouveau avoir la tutelle sur nos corps et nos vies.

- Nous marchons pour le droit des femmes à un mode de vie durable et solidaire

La souveraineté alimentaire des peuples, la lutte contre la destruction du secteur primaire et de la petite production, secteurs où les femmes ont depuis toujours un rôle fondamental mais dramatiquement invisible, doivent être prioritaires.

Nous rejetons un modèle d'agriculture productiviste qui épuise les ressources de la planète. Nous refusons la privatisation de l'accès aux ressources naturelles essentielles, telles que l'eau ou la terre, qui pénalisent en premier lieu les femmes. Nous condamnons la manière dont le travail des femmes est utilisé par le capitalisme patriarcal et raciste, comme si c'était une ressource inépuisable.

La marchandisation de la nature comme des corps doit cesser ! Nous voulons une vie qui interagisse avec son environnement et crée de la richesse sociale.

- Nous marchons pour le droit des femmes à l'éducation

En réponse aux attaques faites au service public de l'éducation visant à sa marchandisation, nous exigeons le droit à une éducation publique d'accès universel et gratuit, une éducation non sexiste qui promeuve l'égalité, une éducation mettant l'humain et son développement au centre de projet éducatif et non un outil de formation de main-œuvre utile pour le système.

Nous rejetons la privatisation de l'éducation. L'éducation est un droit humain central de la vie de chacun et chacune, elle n'est pas un business qui permet de faire des bénéfices sur le dos de l'avenir des enfants, filles et garçons.

Nous défendons l'accès libre à la culture et refusons donc que celui-ci soit élitiste. Nous réclamons un accès universel à la culture et que la culture de chaque peuple y ait sa place pour que cessent les discours uniformisés qu'utilise et véhicule la globalisation capitaliste.

Nous marchons pour le droit des femmes à la légitimité politique

Face à des sociétés de moins en moins démocratiques dans lesquelles les décisions sont dominées par les intérêts privés, face à la crise de démocratie représentative comme la criminalisation des mouvements sociaux, nous affirmons que nos démocraties ont été capturées et qu'il est urgent de les libérer.

Nous avons besoin de construire des mécanismes représentatifs des mouvements de citoyennes et de citoyens. Cette construction doit partir des perspectives et du travail des féministes. Un monde féministe est un monde anti pouvoir et antiautoritaire, avec un projet de transformation sociale par la revalorisation des savoirs et par l'éducation populaire pour permettre l'intervention directe des citoyennes et citoyens dans le champ des décisions politiques.

Nous voulons une Europe qui respecte la souveraineté de ses États et qui garantisse le contrôle démocratique des citoyennes et citoyens. Nous voulons de la démocratie dans toutes les sphères de nos vies. Nous voulons un audit féministe et citoyen de la dette publique ayant notamment pour objectif l'annulation de la dette illégitime.

Nous, les femmes, voulons construire une société plus juste qui en finisse avec le système capitaliste et patriarcal, une société qui permette à toutes et à tous de vivre une vie digne, une société féministe !

5 - Des initiatives en France le 17 octobre

Toulouse - 16 octobre

La « fameuse » dette dont on nous rebat les oreilles est le résultat des politiques menées depuis des décennies par les gouvernements européens. Et ce serait à nous de rembourser cette dette, en nous privant des services publics et des aides sociales !

Cette politique d'austérité touche particulièrement les femmes. Majoritairement employées dans le service public, elles y payent le prix fort des baisses d'effectifs et de pouvoir d'achat. Partout, elles doivent faire face à la précarité grandissante, à la baisse des allocations et de leurs pensions de retraite. Cette politique remet donc en cause leur autonomie financière.

Le démantèlement des services publics oblige les femmes à assumer des tâches que l'Etat n'assume plus (prise en charge des enfants, des personnes dépendantes, des malades...), augmentant ainsi leur temps de travail...invisible.

Face à l'ampleur de ces attaques, remettant en cause les acquis de dizaines d'années de luttes, des femmes organisent la contre-offensive. Des campagnes européennes sont mises en place. En France, une tournée de féministes européennes se prépare. A Toulouse, à l'occasion de la journée mondiale de lutte contre la pauvreté, des féministes organisent une table ronde suivie d'un débat afin de témoigner et de dénoncer les méfaits des politiques d'austérité sur les femmes.

Table-ronde, mardi 16 octobre à 20h30, maison des diversités et de la Laïcité, 38, rue d'Aubuisson Toulouse, avec Sylviane Dahan (Espagne), une représentante du CADTM, des témoignages de femmes recueillis par Bell'arc en ciel

Collectif féministe contre l'austérité 31 : ATTAC, MMF31, Bell'arc en ciel, CIDFF, des femmes du CMPDF, Mouvement de la paix 31, Le Cri 31, CIDFF 31, FSU, Solidaires, CGT 31; NPA, PG, C&A, PCF.

Également, intervention en cours d'organisation le 17 octobre.

Marseille - action symbolique - MFF 13PACA - 17 octobre

Le 17 octobre - jour de lancement de la campagne Européenne de la MMF - une action symbolique sera menée dans le quartier des banques, métro Estrangin, à 16h30, 17h. Munies de seaux et de balais, les femmes blanchiront, laveront l'argent sale et les emprunts toxiques - des plumes symboliseront le fait que nous nous faisons plumer.....

Marseille - tribunal féministe contre la dette et l'austérité - Collectif 13 Droits des Femmes

Dans le cadre de la campagne européenne de la Marche Mondiale des Femmes, participez au Tribunal Féministe contre la dette et l'austérité, mercredi 17 octobre 2012, de 15h00 à 20h00, à la Cité des Associations, 93 la Canebière, 13001 Marseille.

Le Collectif 13 Droits des Femmes, adhérent à l'initiative féministe de la Marche Mondiale des Femmes, a décidé d'organiser un tribunal féministe contre l'austérité et la pauvreté, Pour connaître, approfondir et débattre sur les causes de la crise ; Pour dénoncer le Pacte Budgétaire (TSCG) et condamner sa politique d'austérité ; Pour présenter et défendre nos propositions alternatives.

Les femmes sont les plus touchées par la crise et ses conséquences. Nous dénonçons les politiques néolibérales, qui engendrent des licenciements massifs et des coupes budgétaires dans les services publics. Cela aggrave les inégalités entre les sexes et la précarité des femmes dans toutes les dimensions de leur vie.

Déroulement du Tribunal :

15h -17h, Séance de formation animée par Christiane Marty, économiste Groupe Genre et Mondialisation ATTAC, sur : La dette : la faute à qui ? Les intérêts ? Déficit public ? Des politiques d'austérité et les conséquences pour les femmes ; Les solutions alternatives

17h -17h30 : Pot féministe

17h30 - 19h30 : Rencontre-débat : Introduction du Collectif13 Droits des Femmes par Odile Lhéritier (FSU) et Valerie Mespoulet (PCF) ; Interventions de : Anne-Marie Daune-Richard, sociologue et chercheuse au CNRS ; Claudine Blasco, Groupe Genre et Mondialisation ATTAC ; Djemila Mahmoudi, Vice présidente de l'association HYGIA et membre de la CNLE ; Almerinda Bento, militante de UMAR e de la Marche Mondiale des Femmes du Portugal

Témoignages d'associations et de femmes en grande précarité (Réseau d'Education Sans Frontières et autres structures).

Pour tous contacts et renseignements : <http://collectif13.ddf.free.fr/> ; collectif13ddf@gmail.com

Paris - une action le 17 octobre

Elle est en cours de préparation.

Valence - 17 octobre - MMF 26-07

Le mercredi 17 octobre, à Valence comme dans toute l'Europe, les féministes de la Marche mondiale se mobilisent ! Départ à 17h devant la gare de Valence, nous remonterons la rue Victor Hugo, une partie des boulevards pour arriver place des Clercs, nous irons soutenir le rassemblement hebdomadaire de l'ASTI Valence place Porte Neuve.

6 - Nous soutenons aussi la Tournée féministe européenne contre l'austérité, en France du 22 octobre au 9 novembre

A Paris le 22 octobre, réunion publique débat, 19h30 - Salle Jean Dame - 17 rue Léopold Bellan, 75002 Paris, Métro Sentier

A Orléans le 23 octobre, A la Maison des Syndicats, 10 rue Théophile Naudy, à 20h30

A Rennes le 24 octobre, Réunion publique à Rennes le mercredi 24 octobre à 20h00 à la Maison de quartier de Villejean (métro Villejean Université)

A Grenoble le 25 octobre, 18h Maison des Associations -rue Berthe de Boissieux

A Marseille le 7 novembre à l'Equitable Café